

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2020/40332]

12 FEBRUARI 2020. — Ministerieel besluit tot erkenning van een vereniging in het kader van een rechtsvordering tot collectief herstel

De Minister van Economie en Consumenten,

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel XVII.39, vierde lid, 2°, ingevoegd bij de wet van 30 maart 2018;

Overwegende dat aan de voorwaarden van artikel XVII.39, vierde lid, 2°, is voldaan,

Besluit :

Enig artikel. Het “Verbond van Belgische Ondernemingen”, afgekort “VBO”, met ondernemingsnummer 0476.519.923, wordt erkend om te kunnen optreden als groepsvertegenwoordiger van kmo’s in een rechtsvordering tot collectief herstel van schade geleden door zijn leden.

Brussel, 12 februari 2020.

N. MUYLLE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2020/40332]

12 FEVRIER 2020. — Arrêté ministériel portant agrément d’une association dans le cadre d’une action en réparation collective

La Ministre de l’Economie et des Consommateurs,

Vu le Code de droit économique, l’article XVII.39, alinéa 4, 2°, inséré par la loi du 30 mars 2018 ;

Considérant que les conditions visées à l’article XVII.39, alinéa 4, 2°, sont remplies,

Arrête :

Article unique. La « Fédération des Entreprises de Belgique », en abrégé « FEB », dont le numéro d’entreprise est 0476.519.923, est agréée afin de pouvoir agir en tant que représentant du groupe des P.M.E. dans une action en réparation collective d’un préjudice subi par ses membres.

Bruxelles, le 12 février 2020.

N. MUYLLE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/40384]

6 FEVRIER 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la rémunération des gestionnaires publics de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l’article 20 ;

Vu le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l’autonomie et au contrôle des organismes publics et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, l’article 10, § 2, remplacé par le décret du 31 mars 2011, et l’article 15, modifié par le décret du 31 mars 2011 ;

Vu le test « genre » réalisé le 13 janvier 2020 établi en application de l’article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l’intégration de la dimension de genre dans l’ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 14 janvier 2020 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2020 ;

Vu l’avis n° 66.925/4 du Conseil d’Etat, donné le 3 février 2020, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de Communauté française (R.T.B.F.) ;

Considérant la circulaire du Ministre-Président du 3 avril 2014 fixant l’encadrement et le plafonnement de la rémunération des gestionnaires publics dans les organismes publics ;

Considérant le secteur d’activités de la R.T.B.F. de média audiovisuel et son statut d’entreprise publique autonome ;

Sur la proposition de la Ministre des Médias ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « décret transparence » : le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l’autonomie et au contrôle des organismes publics et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française ;

2° « gestionnaire public » : l'administrateur général visée à l'article 17, § 1^{er}, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) et les autres gestionnaires publics au sens de l'article 1^{er}, 4bis°, du décret transparence, titulaires d'une des fonctions de directeur général visées à l'article 17, § 3, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.).

Art. 2. § 1^{er}. Le montant annuel global de la rémunération d'un gestionnaire public ne peut être supérieur à 245 000 euros.

§ 2. Le 1^{er} janvier de chaque année, le montant visé au § 1^{er} est multiplié par l'indice des prix à la consommation (base 2004) et divisé par 121,66 (indice des prix à la consommation de décembre 2012, base 2004).

Art. 3. § 1^{er}. Le montant maximal visé à l'article 2 comprend :

1° le traitement, correspondant à 50 % du montant déterminé à l'article 2, auquel s'ajoute une valorisation d'ancienneté équivalente à une augmentation forfaitaire dont le montant est défini à hauteur de 3 % de la rémunération annuelle brute en année 0, par tranche de deux années d'expérience valorisée ou d'ancienneté dans la fonction ;

2° les primes et pécules qui sont octroyées en vertu de la législation et de la réglementation en vigueur ou des conventions collectives applicables ;

3° le cas échéant, la prime octroyée à l'administrateur général en vertu d'une décision de l'employeur, dont le montant annuel ne peut excéder un cinquième du traitement visé au 1° ;

4° le cas échéant, les rémunérations variables accordées en fonction d'objectifs mesurables, de nature financière ou autre, fixés au moins six mois à l'avance, dont le montant annuel total ne peut excéder un cinquième du traitement visé au 1° ;

5° le cas échéant, les contributions versées par l'employeur au bénéfice du gestionnaire dans le cadre d'un plan de pension complémentaire tel que défini par la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, à la condition que ce plan se limite à un engagement de type contributions définies, tel que défini à l'article 3, 14°, de cette loi, et que l'ensemble du personnel de l'entreprise en bénéficie dans des conditions strictement identiques ou les avantages complémentaires en matière de pension de retraite visés par la loi du 4 mars 2004 accordant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite aux personnes désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement dans un service public ;

6° toute autre somme en espèces ou avantage évaluable en argent dont le gestionnaire public bénéficie en contrepartie ou à l'occasion de son mandat, de la part de la R.T.B.F., de ses filiales et des personnes morales dont elle est membre ou au capital desquelles elle participe.

§ 2. N'entrent pas en compte pour le calcul des plafonds visés à l'article 2 :

1° les montants perçus en remboursement de frais exposés pour le compte de la R.T.B.F., s'ils sont fixés dans le respect des dispositions fiscales applicables ;

2° les primes d'assurance responsabilité civile, défense en justice et celles visant à offrir une couverture des frais exposés en raison de l'état de santé du gestionnaire public prises en charge par la R.T.B.F. ;

3° les indemnités pour frais de séjour ou de déplacement, dans la mesure où elles donnent lieu à exonération dans le cadre du calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

§ 3. Ne peuvent être accordées au gestionnaire public des rémunérations sous forme d'action, d'option sur action ou d'autre produit de nature similaire.

§ 4. Le gestionnaire public qui percevrait une indemnité de frais ou une rémunération du fait de l'exercice d'un mandat, d'une fonction ou d'une prestation de service confié à la R.T.B.F. doit reverser cette indemnité ou rémunération à la R.T.B.F.

§ 5. Sans préjudice de l'alinéa 2, en cas de départ à la suite d'une rupture unilatérale ou de non-renouvellement du gestionnaire public à l'échéance de son mandat, aucune indemnité de départ autre que celle prévue en application de l'article 37/2 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ne peut être octroyée au gestionnaire public.

Si une clause de non-concurrence est insérée dans le contrat de travail d'un gestionnaire public, la période de non-concurrence ne peut excéder six mois et le montant de l'indemnité due en cas de démission ou de révocation ne peut être supérieur à la moitié de cette période.

Art. 4. La publication du montant annuel de la rémunération des gestionnaires publics dans le rapport annuel d'activités, telle que prévue par l'article 15 du décret transparence, détaille le calcul du montant en référence aux rubriques de l'article 3, § 1^{er}.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 18 février 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 3 ne s'applique pas aux mandats en cours avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Dans ce cas, les dispositions précitées s'appliqueront, le cas échéant, à partir du renouvellement du mandat du gestionnaire public concerné.

Art. 6. La Ministre des Médias est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 février 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/40384]

6 FEBRUARI 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bezoldiging van de openbare beheerders van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) »

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20 ;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, artikel 10, § 2, vervangen door het decreet van 31 maart 2011, en artikel 15, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2011 ;

Gelet op de « gendertest » van 13 januari 2020 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 januari 2020 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 januari 2020 ;

Gelet op het advies nr. 66.925/4 van de Raad van State, gegeven op 3 februari 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de “Radio-Télévision belge de Communauté française (R.T.B.F.)” ;

Overwegende de omzendbrief van de Minister-president van 3 april 2014 tot vaststelling van de omkadering en het plafond van de bezoldiging van de openbare beheerders in de overheidsinstellingen ;

Overwegende de sector van activiteiten van de R.T.B.F. van audiovisuele media en haar statuut van autonoom overheidsbedrijf;

Op de voordracht van de Minister van Media ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « doorzichtigheidsdecreet » : het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren ;

2° « openbare beheerder » : de administrateur-generaal bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) » en de andere openbare beheerders in de zin van artikel 1, 4bis°, van het doorzichtigheidsdecreet, titularissen van één van de ambten van directeur-generaal bedoeld in artikel 17, § 3, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de “Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.)”.

Art. 2. § 1. Het globaal jaarlijks bedrag van de bezoldiging van een openbare beheerder mag niet 245 000 euro overschrijden.

§ 2. Op 1 januari van elk jaar wordt het bedrag bedoeld in § 1 vermenigvuldigd met het indexcijfer voor de consumptieprijzen (basis 2004) en verdeeld door 121,66 (indexcijfer voor de consumptieprijzen van december 2012, basis 2004).

Art. 3. § 1. Het maximaal bedrag bedoeld in artikel 2 bevat :

1° de wedde die overeenstemt met 50% van het bedrag bepaald in artikel 2, waaraan een anciënniteitsvalorisatie wordt toegevoegd die gelijk is aan een forfaitaire verhoging, waarvan het bedrag vastgesteld wordt op 3% van de bruto jaarlijkse bezoldiging in jaar 0 , per schijf van twee jaar gewaardeerde ervaring of anciënniteit in het ambt;

2° de premies en toeslagen die worden toegekend krachtens de geldende wet- en regelgeving of de toepasselijke collectieve overeenkomsten;

3° in voorkomend geval, de premie toegekend aan de administrateur-generaal overeenkomstig een beslissing van de werkgever, waarvan het jaarlijks bedrag niet hoger mag zijn dan een vijfde van de wedde bedoeld in 1° ;

4° in voorkomend geval, de variabele bezoldigingen toegekend volgens meetbare doelstellingen van financiële of andere aard, vastgesteld ten minste zes maanden op voorhand, waarvan het totaal jaarlijks bedrag niet hoger mag zijn dan een vijfde van de wedde bedoeld in 1° ;

5° in voorkomend geval, de bijdragen betaald door de werkgever ten behoeve van de beheerder in het kader van een aanvullend pensioenplan zoals bepaald door de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid op voorwaarde dat dit plan beperkt is tot een toezegging van het type vaste bijdragen, zoals bepaald in artikel 3, 14°, van deze wet, en dat het geheel van de personeelsleden van het bedrijf ervan genieten onder strikt identieke voorwaarden of de aanvullende voordelen inzake rustpensioen bedoeld in de wet van 4 maart 2004 houdende toekenning van aanvullende voordelen inzake rustpensioen aan personen die werden aangesteld om een management- of staffunctie uit te oefenen in een overheidsdienst;

6° elk ander bedrag in contanten of voordeel dat kan worden beoordeeld in geld dat de openbare beheerder geniet in ruil of bij zijn mandaat, van de RTBF, haar dochtermaatschappijen en de rechtspersonen waarvan zij lid is of in wiens kapitaal waartoe ze bijdraagt.

§ 2. Komen niet in aanmerking voor de berekening van de plafonds bedoeld in artikel 2 :

1° de geïnde bedragen ter vergoeding van kosten gemaakt voor de rekening van de R.T.B.F., indien ze vastgesteld worden in overeenstemming met de toepasselijke fiscale bepalingen;

2° de verzekeringspremies voor burgerlijke aansprakelijkheid, verdediging voor de rechtbank en die bedoeld om dekking te bieden voor de gemaakte kosten als gevolg van de gezondheidstoestand van de openbare beheerder gedragen door de R.T.B.F. ;

3° vergoedingen voor verblijf- of reiskosten, voor zover deze aanleiding geven tot vrijstelling in het kader van de berekening van de personenbelasting.

§ 3. Kunnen niet worden toegekend aan de openbare beheerder bezoldigingen in de vorm van een aandeel, aandelenoptie of ander soortgelijk product.

§ 4. De openbare beheerder die een vergoeding zou ontvangen voor kosten of een bezoldiging als gevolg van de uitoefening van een mandaat, een ambt of een dienstverlening die aan de R.T.B.F. wordt toevertrouwd, moet deze vergoeding of bezoldiging aan de R.T.B.F. terugbetalen.

§ 5. Onverminderd het tweede lid, in geval van vertrek na een eenzijdige beëindiging of niet-verlenging van de openbare beheerder aan het einde van zijn mandaat, mag geen andere ontslagvergoeding dan deze voorzien met toepassing van artikel 37/2 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten aan de openbare beheerder toegekend worden.

Als een concurrentiebeding wordt ingevoegd in de arbeidsovereenkomst van een openbare beheerder, kan de periode van het concurrentiebeding niet langer zijn dan zes maanden en kan het bedrag van de verschuldigde vergoeding in geval van ontslag of afzetting niet hoger zijn dan de helft van deze periode.

Art. 4. De publicatie van het jaarlijks bedrag van de bezoldiging van openbare beheerders in het jaarlijkse activiteitenverslag, zoals voorzien in artikel 15 van het doorzichtigheidsdecreet, detailleert de berekening van het bedrag met verwijzing naar de rubrieken van artikel 3, § 1.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 18 februari 2020.

In afwijking van het eerste lid is artikel 3 niet van toepassing op de lopende mandaten vóór de inwerkingtreding van dit besluit. In dit geval zullen de bovenvermelde bepalingen, in voorkomend geval, van toepassing zijn vanaf de hernieuwing van het mandaat van de betrokken openbare beheerder.

Art. 6. De Minister van Media is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 februari 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2020/200818]

12. DEZEMBER 2019 — Dekret zur dritten Anpassung des Dekrets vom 14. Dezember 2017 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2018

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Der in Artikel 4 Absatz 2 des Dekrets vom 14. Dezember 2017 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2018 erwähnte allgemeine Ausgabenhaushaltsplan wird durch die neuen Anhänge II.1 und II.2 ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 8 desselben Dekrets wird die Tabelle durch folgende Tabelle ersetzt:

"DgG Medienzentrum	358.000 EUR
DgG Gemeinschaftszentren	5.985.000 EUR
Robert-Schuman-Institut	581.000 EUR
Kgl. Athenäum Eupen	286.000 EUR
César-Franck Athenäum	297.000 EUR
Kgl. Athenäum Sankt Vith	338.000 EUR
Zentrum für Förderpädagogik	578.000 EUR
DgG Service und Logistik	428.000 EUR"